

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 13 février 2023

Faire reculer le gouvernement, oui, c'est possible !

Les énormes cortèges dans toutes les villes, grandes, moyennes et petites, les grèves dans des entreprises privées comme dans les services publics, la mobilisation de la jeunesse avec les blocages de facs et de lycées, tout montre que nous sommes unanimes à rejeter le projet. Chaque manifestation apporte de nouveaux manifestants remplaçant, et au-delà, ceux qui n'ont pas pu revenir. Les questions que tout le monde se pose maintenant sont : comment faire reculer le gouvernement, comment gagner ?

Un gouvernement vomé par le monde du travail tout entier

Parmi les salariés, personne ne peut plus supporter les apparitions à la télé de ministres prétentieux qui ne connaissent rien de la vraie vie et osent venir nous donner des leçons, à nous, qui faisons tourner la société. On n'en peut plus de leur façon de venir nous dire : « Vous n'avez pas bien compris, je vais vous expliquer »... On a très bien compris que ce qui menace le système des retraites, c'est leur volonté de puiser dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches.

Comment préparer les prochaines étapes ?

La prochaine grosse échéance annoncée par l'intersyndicale est le 7 mars, et sans doute le 8 dans la foulée comme dans les transports parisiens qui ont prévu une grève reconductible. L'intersyndicale nationale a dit être prête à « mettre le pays à l'arrêt » si le gouvernement ne retire pas son projet. Et, comme étape, elle a annoncé une nouvelle journée de mobilisation jeudi prochain, le 16 février.

Le retrait du projet, c'est le minimum. Mais cela fait plus de 30 ans que, sans autre raison qu'appauvrir les plus anciens, les gouvernements successifs ont dégradé le système des retraites. En 1982, alors que les richesses produites étaient bien moindres, pour tous les salariés, la retraite était à 60 ans avec 37,5 annuités. Ce qui était possible en 1982 l'est *a fortiori* 41 ans plus tard dans une société bien plus riche.

Aller vers la grève générale

L'intersyndicale a menacé de « mettre le pays à l'arrêt ». Oui, il faut aller vers une grève générale qui remette les pendules à l'heure. Sans les travailleurs, rien ne se produit. Si nous croisons les

bras, la production ne sort pas et adieu les profits patronaux et les dividendes pour les actionnaires.

Nous le savons tous : quelques journées de paralysie de l'économie feraient vraiment basculer le rapport de force en notre faveur. La journée du 7 mars peut être une étape importante vers une grève générale.

Nous avons besoin de discuter entre nous

C'est par tous les bouts que ce gouvernement s'efforce de prendre dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches. Il multiplie les attaques, retraites mais aussi conditions de travail et pouvoir d'achat.

Nous avons besoin d'échanger, entre nous, syndiqués ou non syndiqués, sur toutes ces questions et sur ce que nous devons faire pour gagner : quand et comment continuer la grève plusieurs jours de suite, sans attendre une prochaine date lointaine ? Comment élargir le mouvement, convaincre les collègues qui ne sont pas encore mobilisés et nous adresser aux autres entreprises et secteurs du monde du travail ?

La préparation des manifs et les cortèges eux-mêmes sont une première occasion d'avoir ces discussions. Mais nous avons besoin d'établir de véritables liens entre nous, de tenir des réunions, des assemblées générales de grévistes : avec des mouvements seulement chapeautés d'en haut, le risque existe que le lâchage d'un syndicat mette en danger la mobilisation de tous – nous savons que cela s'est déjà produit. C'est notre mouvement, il est normal que nous le contrôlions de bout en bout.

Tous ensemble, nous pouvons et nous allons gagner !

Pour Suez, tout vœux bien

Cette année, la grand messe de PSO était axée sur les bons chiffres commerciaux réalisés. On nous a présenté une série de chiffres tous meilleurs les uns que les autres. Circulez, tout va bien. Et l'inflation, nos salaires, nos conditions de travail, pas un mot. On ne vit pas dans le même monde que la directrice.

Les trophées de la sécurité, censés mettre en valeur le travail de nos collègues, étaient bâclés, sans animation ni illustration qui auraient pu nous permettre de visualiser leur créativité, leurs inventions.

Le seul point positif à ces vœux, c'est qu'ils nous permettent de se retrouver et de discuter entre nous.

Sous-effectif chronique

La retraite bien méritée, certains d'entre nous y accèdent et on est bien content pour eux. Malheureusement, les remplacements n'arrivent jamais en temps et en heure. Résultat : pas de transmission, de vrai passage de relais. Toute cette richesse, la connaissance du métier, la direction semble s'en moquer.

Mais pour nous, ce sont des tâches en plus. Former des nouveaux dans l'urgence, c'est toujours désagréable et stressant. En plus, leur processus de recrutement ne sert qu'à ralentir, le temps de vérifier si l'embauche est nécessaire... Sur le terrain, nous le savons bien, qu'elle est nécessaire. Le pire, c'est qu'une fois l'offre publiée, il faut encore attendre des semaines pour voir quelqu'un arriver !

Alors, exigeons des renforts, dès qu'on sait qu'un poste va se libérer.

La lutte continue

Un certain nombre d'entre nous ont participé aux grèves et manifestations du 19 et 31 janvier, puis 7 et 11 février. Nous sommes à nouveau appelés à nous mobiliser le 16 février, puis le 7 mars. Hors de question de travailler jusqu'à 64 ans pour avoir droit à une retraite. Nous n'avons aucune reconnaissance pour la pénibilité et l'insalubrité de nos métiers.

Quant au résultat de nos NAO, bien en dessous de l'inflation, il y a de quoi mettre de l'huile sur le feu : pas de quoi suffire pour les fins de mois ni renflouer les caisses de retraite !

Une annonce choc qui fait pschitt

« L'objectif est qu'avec une carrière complète, personne ne parte en retraite avec moins de 1 200 euros net par mois, soit 85 % du Smic », expliquait en décembre dernier Franck Riester, ministre en charge des Relations avec le Parlement.

Pris en flagrant délit de mensonge, il nie l'avoir dit... Déjà, ce ne sera pas « net », mais « brut », et il

faudra avoir cotisé 43 années pleines, sans chômage ni temps partiels, alors que de nombreux travailleurs connaissent la précarité et sont rejetés du boulot bien avant les 64 ans fatidiques !

Un projet foireux, défendu par des bonimenteurs minables.

Bretagne : deux grèves victorieuses sur les salaires

À Plastic Omnium, qui sous-traite les pare-chocs de PSA Rennes, les salariés ont obtenu 5 % d'augmentation, avec un minimum de 150 euros après une journée de grève fin janvier. Presque au même moment, à 40 kilomètres, à Forvia, sous-traitant des planches de bord pour PSA, cinq jours de grève ont permis de gagner 6 % d'augmentation et le paiement d'une partie des jours de grève. Leur patron a vite cédé, car ça mettait PSA Rennes au chômage. Les centaines de travailleurs mobilisés en sont ressortis plus forts. Derrière la colère contre la réforme des retraites, toujours celle sur les salaires !

Turquie : 28 000 morts, voire deux ou trois fois plus...

Six jours après les deux tremblements de terre qui ont touché le sud la Turquie et le nord de la Syrie, l'ONU annonce 28 000 morts et peut-être deux ou trois fois plus. À l'horreur du tremblement de terre s'ajoutent les conditions climatiques, où les survivants meurent de froid. Les rescapés sont entassés dans des gymnases sans rien à boire ni à manger : les cris de colère passent en boucle dans les actualités.

Devant la colère populaire, la réponse d'Erdoğan a été d'interdire Twitter sur le territoire pendant 24 heures.

L'armée a un poids énorme en Turquie, mais elle n'a pas été mobilisée pour apporter les secours. Beaucoup ont fait remarquer qu'Erdoğan était plus prompt à envoyer des tanks et des avions dans ces zones habitées majoritairement par les Kurdes que des ambulances et des pompiers. Le gouvernement répond aux critiques par la répression en emprisonnant des opposants. Mais comme en 1999, lors du tremblement de terre qui avait fait 30 000 victimes dans la région d'Istanbul, la colère s'amplifie contre ce gouvernement corrompu et répressif.

Les habitants se sont bien rendu compte que la plupart des bâtiments détruits ont moins de dix ans. La spéculation immobilière, la tricherie sur les normes antisismiques non-respectées, la corruption des fonctionnaires d'État est une répétition, en pire, de ce qui s'était passé en 1999. Le cynisme de ce gouvernement est sans limite.